



# UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

Salut,

Suite au premier courrier que tu as reçu, je te confirme les dates du prochain Collectif National, à savoir: **samedi 29 janvier de 14h à 18h et dimanche de 9h à 12h et de 14h à 16h**. Le CN aura lieu à

la bourse du travail de Saint-Denis, métro Saint Denis - Porte de Paris.  
Adresse: 1 place de la Libération.

**Samedi après-midi:** Discussion autour de la Justice sociale. Echanges ✓ d'expériences, batailles à mener, utilisation de la carte-pétition, rassemblements devant les CROUS, réunions publiques sur le thème de la justice sociale, SOS-Aide Sociale...

**Dimanche matin:** Discussion sur les élections aux CROUS. Quel contenu pour la campagne, quelle démarche animer pour que ces élections soient vraiment utiles aux étudiants, pour plus d'efficacité dans les conseils et permettre un débat de fond avec les étudiants autour des questions de justice sociale.

**Dimanche après-midi:** débat sur le travail de direction de l'UNEF, rôle du BN et son lien avec le CN et les AGE, travail des secteurs d'activité et des suivis, élection partielle de nouveaux membres au BN.

Comme tu le vois, l'ordre du jour est chargé et important pour notre organisation tant sur le plan de notre activité que de notre direction.

Comptant sur ta présence

Silvère  
Secrétaire Général



# UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

Jeudi 6 janvier 2000

Salut,

Tout d'abord, je tiens à te souhaiter une bonne et heureuse année (syndicale entre autres)

Les 3 mois qui viennent vont être placés sous le signe de la **justice sociale**. Les questions d'un véritable statut social, le lancement de mobilisations d'urgence pour débloquer des aides, la carte-pétition pour interpeller le ministère et recenser les problèmes... vont être au coeur de notre activité. Avec en perspective les **élections aux CROUS mi-mars**. Dans cette période, nous avons un cap à franchir: jusqu'à présent, l'UNEF a su s'adresser aux étudiants les plus démunis, comment maintenant s'adresser au plus grand nombre sur les questions de justice sociale, permettre à chacun de s'exprimer et de se mobiliser, sans pour autant perdre nos acquis?

Quelle doit être notre intervention, notre démarche pour ces élections? La proposition a été faite le 12 décembre de travailler à des listes de rassemblement; comment permettre à l'ensemble de notre orga d'en décider?

Le Bureau National va avoir un rôle d'animation très important à jouer dans cette période, pour faire vivre nationalement la carte-pétition "objectif: justice sociale" (objectif: **50.000 signatures** d'ici la fin février), aider les AGE à fixer un calendrier d'intervention de l'UNEF (portes-à-portes en cités-U, interv en cours, rencontres avec les autres orgas du campus pour travailler ensemble, réunions publiques, rassemblements aux CROUS...) ainsi que faire vivre les objectifs orga et tréso.

Suite à la demande d'un certain nombre de camarades de quitter leurs responsabilités au sein du BN, nous aurons également à réfléchir à de nouvelles propositions d'entrées au BN, qui seront soumises au CN.

Pour permettre à tous les membres du BN de jouer leur rôle de dirigeants et d'animateurs de l'UNEF nous te proposons de participer au

**Bureau National les vendredi 14 janvier à 17h et samedi 15 janvier de 9h à 12h.**

Nous pourrons l'après midi participer à la manifestation pour les droits des femmes (rdv 14h30 Bastille).

Je t'informe également que ce BN pourrait convoquer le prochain **collectif national les 29 et 30 janvier**

A bientôt donc!

Silvère  
Secrétaire Général

**RAPPORT INTRODUCTIF AU  
BUREAU NATIONAL  
DU 14 JANVIER 2000**

**RAPPORTEUR :**

**KARINE DELPAS  
PRÉSIDENTE**

Il nous reste beaucoup de choses à conquérir dans ce siècle qui s'ouvre.

Aux discriminations de toutes sortes qui rendent difficile l'accès des jeunes au savoir, à l'égalité des chances, à maîtriser leur choix de vie, à la citoyenneté, à l'emploi, les étudiants opposent leur volonté de réussir leurs études, d'être respectés et reconnus.

Lorsque tout est mis en place pour pousser au renoncement, c'est au prix de nombreux sacrifices qu'ils tentent de réussir : jobs précaires, économie sur la restauration pour acheter un bouquin, économie sur les sorties pour louer un appart, salariat l'été pour payer son inscription... Dans cette course aux obstacles, combien parviennent à s'en sortir? Là aussi, c'est la sélection par le renoncement quand chaque année un étudiant sur deux quitte l'université sans diplômes.

Si ces sacrifices ne sont pas dignes du troisième millénaire, digne d'une société qui compte aujourd'hui un jeune sur deux dans l'enseignement supérieur, ils témoignent bien de la volonté d'aller au bout de sa formation, d'acquérir un diplôme qualifiant pour être mieux armé face au chômage. C'est cette même volonté qui depuis plusieurs années a fait monter de nombreuses exigences du mouvement étudiant et a remporté des victoires : sécurité sociale étudiants, mensualisation des bourses, mise en place de l'ALS, retrait du PSE de 91 prévoyant le remplacement des bourses par les prêts bancaires, demi-tarif sur les transports à Paris et dans le Nord, carte culture dans certaines villes, retrait du CIP... Oui les étudiants ont obtenu durant le siècle qui s'achève de nombreuses avancées sociales permettant de doubler en dix ans le nombre de jeunes accédant à l'enseignement supérieur. Ces acquis sont autant de preuves de la capacité des étudiants à agir et gagner quand ils sont animés d'une même volonté : réussir et faire le pari d'une université ouverte à tous.

En faisant aujourd'hui le constat des manques criants en matière de santé, de logement, d'accès à la culture, de restauration et d'aides financières directes, il ne s'agit pas de minimiser les acquis du siècle précédent.

Il s'agit au contraire d'exiger du gouvernement, de la société toute entière la reconnaissance qu'est due à la jeunesse de ce pays.

Les jeunes chômeurs et précaires ont décidé d'en faire une priorité en refusant d'entrer dans le 3ème millénaire avec des minima et dans l'exclusion.

Pour les jeunes en formation, peut-on se satisfaire de l'augmentation des bourses, les rénovations et constructions prévus dans le Plan Social Étudiant ? Ce serait ignorer combien les attentes et situations vécues portent au contraire l'exigence d'un véritable statut social de l'étudiant, ambitieux et permettant à tous de s'épanouir et réussir ses études dans les meilleures conditions.

De cette volonté à réussir ses études, quels que soient les sacrifices, peut naître une réelle force motrice à agir, à s'engager et à définir le contenu d'un statut social de l'étudiant.

C'est avec cette objectif que l'UNEF a édité une carte pétition «Objectif Social Étudiant ».

Cette campagne lancée dès le mois de janvier tombe au moment où de nombreux étudiants vont faire le choix entre poursuivre au second semestre ou abandonner, où les ressources financières commencent à s'épuiser.... bref au moment où la nécessité d'obtenir une aide d'urgence se fait cruellement sentir.. Cette campagne peut donc être l'outil pour recenser, agir et débattre sur toutes les questions liées à notre qualité de vie.

Utilisée massivement cette carte permet tout de suite de recenser le nombre d'étudiant ayant le besoin d'une bourse, d'une Aide Individuelle Exceptionnelle, d'un logement, d'une allocations d'études ou d'une CMU ; chacune de ces aides est attribuée sur des critères sociaux, permettant de corriger les inégalités.

Pourtant au vu du nombre de chambres en Cité U, des critères de bourses, des conditions restrictives pour l'accès des étudiants à la CMU, la justice sociale n'est pas atteinte et 700 000 étudiants se salarient pour payer leurs études.

Cette campagne peut donc obliger CROUS, CNOUS et ministère à débloquer des fonds d'urgence.

Au-delà des aides d'urgences, cette carte avec son volet-pétition permet de faire monter la pression sur de nouveaux droits à conquérir. Logement, restauration, santé, transports, culture, d'ors et déjà des batailles s'engagent dans les AGE autour de ces thèmes. A Montpellier sur les transports, à Paris 8 sur la santé et la culture, sur la région parisienne, le conseil régional réfléchit en ce moment à la mise en place d'un chèque culture pour les jeunes. Accompagnée d'un tract national ou de tracts locaux, la campagne peut donc permettre de gagner la généralisation du demi-tarif sur les transports, un passeport culturel, la construction et la rénovation de Cité U et de RU, la revalorisation des MPU et la construction de centres de soins, ...

Si pour les bourses, les AIE, allocations d'études et CMU, cela pose la question de débloquer des fonds d'urgence, les choses ne sont pas si simple pour le logement. Nous butons en effet sur le nombre de chambres existantes. Comment alors gagner dan l'urgence ? Quelle solution pouvons nous trouver pour ne pas renoncer ou avoir le sentiment qu'on ne pourra pas gagner ?

En engageant cette bataille, l'UNEF souhaite comme pour le SOS inscription, impliquer réellement les étudiants recensés pour en faire leur action, leur débat.

Des efforts particuliers seront donc à faire pour ne pas tomber dans une gestion administrative des dossiers recensés au détriment de l'action collective et de l'efficacité.

D'autant que dans ce cas nous sortons du cadre de la loi en souhaitant dépasser les critères qu'elle fixe. Réunir les SOS en AG, leur permettre de décider des actions, de s'impliquer dans la chaîne téléphonique parait le moyen le plus simple de mener cette bataille. De plus, il nous est souvent reproché de ne pas utiliser les pétitions signées. Là aussi il nous faudra faire un effort pour aller au bout de chaque bataille engagée. Pour cela la proposition est faite de se fixer une échéance fin février pour organiser le dépôt des pétitions au ministre ou au Cnous. Cela laisse donc dans ce cadre les AGE libres d'organiser leur calendrier d'initiatives dans un souci de les faire converger fin février.

L'objectif national étant de 50 000 pétitions d'ici là. Réunions publiques en Cité U pour dresser la liste des besoins de la cité, AG sur les campus, opérations RU gratuits, bus gratuits, parcours santé, seront autant de moments pour faire ensemble le point des besoins et revendications mais aussi engager le débat sur l'AS, les conditions d'attributions des bourses notamment. D'autant plus lorsque l'on voit que les dossiers d'allocation d'études sont véritablement pris d'assaut par les étudiants. Aujourd'hui 90% d'entre nous pensons que la famille est un lieu d'échange, de confort et de sécurité, mais pour la plupart, nous réclamons la prise en compte de notre autonomie afin d'avoir accès à l'aide sociale. C'est pour cela que l'UNEF, comme elle l'a amorcé depuis le dernier congrès, doit réfléchir au delà de ses propositions traditionnelles telles que le doublement du nombre et des montants des bourses. Néanmoins, un revenu minimum identique pour tous ne constitue pas à nos yeux une garantie de justice sociale. Nous venons tous de milieux différents, avec un bagage culturel, une situation personnelle, un apport financier différents. C'est donc en prenant en compte cette

réalité étudiante au bon niveau que doit se définir l'aide sociale nécessaire. Elle doit permettre à chacun de partir sur un pied d'égalité minimum face aux études.

Nous pourrions également réfléchir dans chaque AGE ou nationalement, à éditer des cahiers de revendications à faire circuler dans les amphis, porte à porte, AG. Ces cahiers pourraient être déposés fin février avec les pétitions.

Les élections du CROUS auront lieu d'ici deux mois. On ne peut séparer la bataille Objectif justice sociale de la campagne du CROUS.

Lors du dernier CN, on a fait la proposition de liste de rassemblement, liée au processus engagé depuis le 79ème congrès. Ce processus a permis depuis notre congrès de nombreuses luttes unitaires (sans papiers, Mumia Abu Jamal, problème d'examen ou de rentrée) et un certain nombre de listes de rassemblement comme à Dijon ou à Paris 3. Ainsi, ce processus n'est pas en panne, et les discussions entre orga ont pu aboutir sur des initiatives locales.

Cependant, il est nécessaire aujourd'hui de passer un nouveau cap, de s'adresser plus directement aux étudiants afin qu'ils s'emparent de ce processus. Notre volonté n'est pas de remplacer les querelles de chapelle par des tractations de couloirs. Montpellier a d'ores et déjà pris l'initiative d'appeler les étudiants, les associations à une rencontre autour de différents thèmes (Aide sociale, pédagogie...).

Aussi la campagne Objectif justice sociale qu'on veut mener avec les étudiants, par le biais de rassemblement, d'AG, fait partie du rassemblement du mouvement étudiant. De la même manière qu'on mène le SOS inscription, nous devons permettre aux étudiants de s'emparer de l'Objectif justice sociale, de décider de leurs actions afin de gagner l'aide d'urgence qu'il leur faut.

On ne peut, alors séparer cette démarche de notre volonté de construire des listes qui soient utiles aux étudiants.

Ainsi ces listes, nous devons les construire avec les étudiants et non de bureau à bureau d'AGE, la construction de telles listes de plate-forme de revendications, si les étudiants doivent s'en emparer, il en est de même pour les adhérents.

Si ce BN doit permettre au CN d'avoir pleinement le débat, ne doit-on pas permettre à tous les adhérents de s'exprimer ? Les délais qui nous sont impartis sont relativement courts (à peine deux mois).

Doit-on alors faire un référendum, envoyer un courrier d'information ou trouver une formule intermédiaire ?

Cette formule pourrait être une consultation envoyée, le BN animé par les AGE dont les PV seraient traités nationalement par le BN.

Cependant, une fois qu'on a dit tout ça, on n'a pas tout réglé..

En cette période d'examen, tout mener de front nécessite une grande organisation. Comme on l'a déjà dit, on ne peut alors séparer l'Objectif justice sociale des élections du CROUS. Aussi lors des AG, des rassemblements,...., lors des tours organisés pour recenser les adhérents, on peut tout de suite aborder la question de quelle aide sociale a-t-on besoin pour une réelle égalité des chances, quelle type de liste pour gagner, mener jusqu'au bout nos revendications.

Sans être naïf, 2 millions d'étudiants ne décideront pas de leur liste, on peut toujours s'adresser au plus grand nombre dans des AG publiques.

Certaines AGE se sont déjà fixé un calendrier d'initiatives, pour d'autres ce n'est pas encore le cas.

L'urgence est donc à réunir des Bage, cage, assocs, AGE pour fixer des échéances dans l'utilisation de la carte-pétition : un calendrier de porte à porte en Cité U, un planning

d'intervention en amphis, tours téléphoniques, tenue de tables au RU et dans les halls d'UFR, affichage, diffusion de tracts....

Enfin quels que soient les types d'initiatives prévues, il me semble que deux ne sont pas à manquer :

- AG SOS

- Porte à porte en cité U avec souci de réunir les résidents, d'engager des actions sur la Cité U. Pour y aider un supplément CitéU au NC pourrait être édité.

### Conclusion :

Si ce début de second semestre sera particulièrement marqué par la campagne «Objectif justice sociale», ne passons pas à côté de l'actualité en matière d'examens et d'inscription pédagogique. Ainsi, le SOS Exams doit permettre d'informer les étudiants de leurs droits et d'agir pour les faire respecter de même que la carte-pétition « 25 par TD » pour garantir de meilleures conditions d'études.

Décidé de tenir toutes ces batailles sans faire le choix d'en laisser une de côté sera une occasion pour recontacter tous les adhérents et voir avec eux laquelle les concerne ou les intéresse.

Je voudrais pour finir m'attarder sur une question, celle de notre nombre et de notre implantation.

En décidant d'être l'outil de tous les étudiants, nous ne pouvons nous satisfaire d'être à moins de 20 adhérents dans certaines AGE et de n'en compter que 8 à plus de 100 adhésions de même qu'il n'est pas envisageable de rester absent dans au moins 8 importantes, sans compter les antennes.

La campagne «Objectif justice sociale» doit donc obligatoirement nous permettre de proposer largement et massivement aux étudiants de se syndiquer : pas pour être au service de l'UNEF, de son projet mais au contraire pour s'emparer d'un syndicat utile pour réussir ses études.

Un effort particulier est donc à faire pour organiser des suivis et interfacés pour également désarraliser la question de l'adhésion.

Objectif Orga : 5000 d'ici mi-mars en comptant carte à remettre.

# *Rapport au BN du 15/01/2000*

Par Silvère Magnon

## **Travail du BN et renouvellement**

Un certain nombre de départs du BN, annoncés depuis quelques temps, nous incitent à réfléchir à l'élection de nouvelles personnes, et à approfondir notre réflexion sur le travail du BN.

### **Départs annoncés du BN:**

- Raphaël Aulas (CNAM)
- Pierre-Henri Lab (P10)
- Sylvie Jiroudi (P8)
- Bruno Soumare (P10)
- Christophe Faverjon (P10)
- Fabien Guillot (Caen)
- Vincent Labatut (Pau)

Le renouvellement se fera au CN des 29 et 30 janvier. Nous avons lancé un appel à candidatures pour que les AGE puissent réfléchir à des propositions, donc nous aurons besoin de nous retrouver avant pour prendre en compte les candidatures collectives et individuelles, pour faire une proposition au CN. **Le prochain BN aura donc lieu le samedi 29 au matin.**

Cependant, nous devons regarder aujourd'hui le rôle que va devoir jouer le BN dans la période, le travail qu'il doit effectuer en fonction des objectifs de l'UNEF et de notre activité, puisque le BN va devoir les animer. En fonction des priorités fixées, nous pourrons établir des critères qui permettront à la fois aux AGE et au BN d'élire une équipe de direction et d'animation qui corresponde aux attentes.

Le premier objectif est celui de la **justice sociale**. La carte-pétition commence à être utilisée sur les universités, mais le BN va devoir aider les AGE pour que ce matériel serve à la fois à mener des actions publiques, à recenser, à permettre aux étudiants de s'emparer du débat. Nous nous sommes fixés l'objectif de faire signer 50.000 pétitions nationalement d'ici fin février, et de prendre rendez-vous soit au ministère de l'Education, soit au CNOUS pour les déposer.

Le SOS-Aide Sociale n'est pas une bataille que nous avons l'habitude de mener dans de nombreux endroits. C'est donc en faisant partager les expériences, en aidant les AGE que nous pourrons débloquent partout des aides pour les étudiants qui en ont besoin, organiser des rassemblements devant les CROUS. Etre public ne signifie pas uniquement afficher et

intervenir en amphis (bien que cela soit nécessaire). Il s'agit également de permettre que le débat pour un véritable statut social de l'étudiant ne soit pas mis qu'entre les mains d'étudiants syndiqués, mais que l'ensemble des étudiants puissent en être propriétaires. Organiser des réunions publiques, c'est ouvrir le débat, afficher la volonté de faire participer le plus grand nombre, créer le rapport de force. Telle est l'orientation de l'UNEF, au BN de donner les gestes pour la faire vivre. Enfin, la carte-pétition nous permet d'avoir le matériel adéquat pour répondre aux objectifs de renforcement que nous nous sommes fixés.

En faisant grandir le débat sur l'aide sociale, en le posant publiquement, en multipliant les batailles autour du déblocage de bourses, sur le resto-U, les cités-U, le mutualisme..., ce sont également **les élections au CROUS** que nous préparons. Le BN aura un rôle moteur dans la campagne, en terme d'aide aux AGE, d'implantations nouvelles... A ce sujet, nous vous communiquons la liste des 8 grandes universités où l'UNEF est actuellement absente: Grenoble, Strasbourg, Nancy, Metz, Reims, Mulhouse, Limoges, Amiens. Ces universités font parties des priorités pour l'UNEF en terme d'implantations nouvelles.

La justice sociale, les élections aux CROUS sont indissociables de **la démarche de rassemblement** que nous avons commencé à impulser. C'est au BN, dans son ensemble, à qui revient le rôle de faire vivre le débat dans notre orga, avoir un lien permanent avec les AGE pour leur donner les éléments, les avancées du débat, confronter la réalité aux objectifs, pousser les AGE à faire des expériences de luttes unitaires, à aller à la rencontre des autres orgas étudiantes, et faire avancer le processus.

Il est donc important que les propositions d'entrées au BN aident là-dessus.

Si nous ne pouvons faire de propositions nominales concernant toutes les places à renouveler, puisqu'il faut attendre les propositions des AGE, nous avons procédé il y a quelques temps à des invitations au BN. Il s'agit de:

- Frédéric Chich (Lyon)
- Joël Pascal (P11)
- Hélène Boureau (P8)
- Boris Bouchet (Clermont)

Chacun d'entre eux a pris sa place de manière différente dans le travail du BN, nous proposons donc qu'ils fassent partis des propositions d'entrée au BN.

Ce qui nous donnerait, avec les 4 invités, un BN composé de 27 personnes sur 31 possibles. Le BN, tel qu'il est constitué actuellement, comporte un certain nombre de carences que nous devons essayer de combler. En effet, nous avons toujours essayé d'avoir des membres du BN dans toutes les "régions UNEF", afin de créer une dynamique dans chaque région. Or, et ce depuis le dernier congrès, il n'y a personne de la région Est. L'AGE de Montpellier, première AGE de province en terme d'adhérents, ayant poussé très loin des batailles sur l'aide sociale et le renforcement, organisant des assises du mouvement étudiant dans sa région, est aussi absente du BN. Nous proposons également à Toulouse, deuxième ville universitaire de France, de réfléchir à une candidature, étant donné que Ludovic Tomas, étudiant en école de journalisme dans cette ville et responsable du Nouveau Campus, ne peut prendre en charge l'animation de la région. Nous avons déjà proposé que ces deux AGE fassent parties des invitations au BN, cette proposition est toujours d'actualité.

Un accent est à mettre sur la province puisque le BN à 27 personnes se compose de 16 parisiens et de 11 responsables de province. Cependant, nous devons également réfléchir à des

entrées sur Paris, car les départs du BN sont pour la plupart des parisiens. Ce sont des départs importants car il s'agit de personnes sur qui l'UNEF s'est beaucoup appuyée. Leur départ va donc nous demander de nous réorganiser dans notre travail en terme de permanences téléphoniques au BN, en terme de prises de responsabilités autres que le secrétariat national. Enfin, un dernier problème important à prendre en compte, est celui de la parité. En effet, ce BN de 27 personnes se compose de 18 garçons et de 9 filles. Depuis un grand nombre d'années, l'UNEF a eu le soucis de la parité - parfois même trop - et ce serait une régression de notre part si nous en restions là. Nous devons donc pousser à ce que dans les propositions des AGE, des candidatures féminines remontent.

Le départ d'un grand nombre de camarades du BN nous pousse également à réavoir la discussion sur les secteurs, leur travail et leur organisation. Les secteurs sur qui se portent la réflexion sont:

- Tout d'abord **le secteur parisien**. Ce secteur a eu du mal à fonctionner ces derniers temps. Un problème qu'a ressenti un grand nombre de ses animateurs est celui de son utilité tel qu'il fonctionne. En effet, développer des réunions parisiennes, pour avoir en gros les mêmes débats qu'en CN, a ses limites. Ne pourrions-nous pas essayer de réorganiser ce secteur afin qu'il favorise les rencontres par académie, afin de développer des batailles sur un même CROUS, des échanges, des points d'entre-aide et de solidarité? De plus, nous pouvons favoriser le travail des AGE parisiennes dans l'Union Nationale en intégrant des personnes de chacune d'entre elles à des secteurs d'activité.
- Concernant **le secteur province**, son rôle est de pousser à tisser des liens académiques entre les AGE, à développer le travail régional, notamment dans le cadre d'U3M. Son rôle peut également être de pousser à une dynamique de rassemblement par académie, à mettre en place des collectifs locaux unitaires sur les facs. La place du secteur spécifique des Collectifs Locaux Unitaires aurait donc moins d'utilité.
- **Le secteur des filières**, animé jusque là par Sylvie, a permis de développer une vraie dynamique sur certaines filières, notamment Art et Histoire de l'Art. Il faut maintenant l'étendre à toutes les filières, en se servant notamment des adhérents étudiant dans des filières où nous n'avons pas forcément l'habitude d'intervenir. Je pense aux filières comme BTS, IUT, Ecoles, Médecine...
- Quant au **secteur mutualisme**, jusque là peu de personnes s'y sont investies, à part Pierre-Henri. Son départ nous incite donc à réfléchir à de nouveaux animateurs, et à une "démocratisation" de ce secteur, afin que l'ensemble des AGE puissent maîtriser les informations sur le mutualisme étudiant, et s'y investir.

Enfin, je voudrais revenir sur le problème d'informations, entre le secrétariat et le BN, entre le BN et le CN. Comme je le disais plus tôt, il y a besoin d'un lien permanent entre les suivis et les AGE (2 fois par semaine au téléphone, au minimum une fois par mois en déplacement). L'information passe par les comptes rendus systématiques aux AGE des discussions du BN et du CN aux AGE non présentes. Nos débats, s'ils ont pour but de nous aider dans notre rôle d'animation, doivent également aider les AGE à sentir les priorités de la période, les objectifs, les gestes.

L'info passe aussi par l'échange d'expériences. Nous devons pousser les AGE à faire des contributions écrites, nous devons multiplier les bulletins internes (Vie des Associations, Bulletin de Liaison des Elus, Bulletin trésor, orga...). Notre rôle d'animation est enfin de les aider à utiliser le matériel national (cartes-pétitions, Nouveau Campus, collecte...) et dans les gestes d'interventions publiques.

## W du BN et renouvellem<sup>t</sup>

Un certain nb de départs du BN, annoncés depuis quelques tps, nous incitent à réfléchir à l'élect<sup>o</sup> de ~~nos~~ ~~autres~~ n<sup>os</sup> personnes, et à repenser notre réflexion sur le W du BN.

~~L'élect<sup>o</sup>~~ - Le renouvellem<sup>t</sup> se fera au CN des 29 et 30 janvier.

Départs : Rapha, PH, JC, Sylvie, Bruno, Tof, Fabien, Vincent.

Le renouvellem<sup>t</sup> se fera au CN des 29 et 30 janvier. Nous avons lancé l'appel à candidature pour que les AGE puissent réfléchir à des propos<sup>ts</sup>, donc nous aurons besoin de nous retrouver avant pour prendre en compte les candidatures collectives et individuelles, et faire une propos<sup>ts</sup> au CN. Je propose de que nous nous retrouvions le vendredi 28 au soir (ou le samedi 29 matin).

Cependant, nous devons regarder au<sup>ss</sup> le rôle que va jouer le BN dans la période, le W qu'il doit effectuer en fonction des objectifs de l'UNEF, et de notre activité, puisque le BN va devoir les animer. En fait des priorités fixées, nous pouvons établir critères qui permettent à la x aux AGE et au BN d'élire une équipe de direction et d'animat<sup>o</sup> qui corresponde aux attentes.

Le 1<sup>er</sup> objectif, nous en avons beaucoup parlé hier, est celui de la justice sociale. La carte-pétition commence à être utilisée sur les universités, mais le BN va devoir aider les AGE pour que ce matériel serve à la x à mener des actions publiques, à recenser, à permettre aux étudiants de s'emparer du débat. Nous nous sommes fixés l'objectif de faire signer 50000 pétitions nationalem<sup>t</sup> d'ici fin février, et de prendre rdv-sat au ministère de l'Éducat<sup>o</sup>, soit au CNOUS. Le SOS-AS n'est pas une ~~petite~~ bataille que nous avons l'habitude de mener ds de

deux endroits. C'est de en faisant partager les expériences, en aidant ces AGE que nous pouvons débloquer partout des aides pour les étudiants qui en ont besoin, organiser des rassemblements devant les CROUS. Être public ne signifie pas uniquement afficher et intervenir en amphithéâtre (bien que cela soit nécessaire). Il s'agit surtout de permettre que le débat sur un statut social de l'étudiant ne soit pas mis qu'entre les mains des étudiants syndiqués, mais traverse l'ensemble des étudiants. Organiser des réunions publiques, c'est ouvrir le débat, afficher la volonté de faire participer le plus grand nombre, créer le rapport de force. Telle est l'orientation de l'UNEF, au BN de donner les gestes pour la faire vivre. Enfin, la carte-pétition nous permet d'avoir le matériel adéquat pour répondre aux objectifs de renforcement que nous nous sommes fixés.

En faisant grandir le débat sur l'aide sociale, en le posant publiquement, en multipliant les batailles autour du déblocage de bourses, sur le RV, les cités, le mutualisme... c'est surtout les élections au CROUS que nous préparons. Le BN aura un rôle moteur de la campagne, en terme d'aide aux AGE, d'implantations locales (...). Grenoble, St-Etienne, Nancy, Metz, Reims, Mulhouse, Limoges, Amiens.

La justice sociale, les élections au CROUS sont indissociables de la démarche de rassemblement que nous avons commencé à impulser. C'est au BN, dans son ensemble qu'il doit faire vivre le débat dans notre organe, avoir un lien permanent avec les AGE pour leur donner les outils, les avancées du débat, confronter la réalité aux objectifs, pousser les AGE à faire des expériences de luttes victorieuses, à aller à la rencontre des autres organes étudiants, et faire avancer le processus.

Il est donc important que les propositions d'entrées au BN

aident là-dessus.

Si nous ne pouvons faire de propositions nominales concernant ces places à renouveler, puisqu'il faut attendre les propositions des AGE, nous avons procédé il y a quelques temps à des invitations au BN, à savoir Fred, Joël, Nélène et Boris. Chacun d'entre eux a pris sa place de manière différente dans le travail du BN, sur des créneaux différents, le secrétariat propose donc qu'ils puissent partir des ~~candidats~~ propositions d'entrée au BN.

Ce qui nous donnerait, avec les 4 invités, un BN composé de 27 personnes sur 31. Le BN, tel qu'il est ~~en~~ constitué actuellement, comporte un certain nombre de carences que nous devons essayer de combler. En effet, nous avons toujours essayé d'avoir des membres du BN dans toutes les régions UNEF, ~~et ce depuis le congrès, et il n'y a~~ afin de créer une dynamique dans la région. Or, et ce depuis le dernier congrès, il n'y a personne de la région Est. L'AGE de Montp, première AGE de province en terme d'adhérents, ayant passé très loin les batailles sur l'A.S et le renforcement, organisant des assises du mt étudiant de sa région, est également absente du ~~débat~~ BN, ainsi que Toulouse, 2<sup>e</sup> ville universitaire de France. Nous avons déjà proposé que ces 2 AGE fassent partie des invitations au BN, leur place est toujours d'actualité. Un accent est de à mettre sur la province puisque le BN à 27 personnes se compose de ~~21~~ 16 ~~personnes~~ parisiens, et 11 de province. Cependant, nous devons également réfléchir à des entrées sur Paris, car les départs du BN sont pour la plupart des parisiens, ce sont des départs importants car ce sont des personnes sur qui l'UNEF s'est beaucoup appuyé. Leur

départ va de nous demander de nous réorganiser de notre travail en terme de permanences téléphoniques au BN en terme de prise de responsabilités autres que le secrétariat national.

Enfin, un autre problème important à prendre en compte, ~~est-ce~~ c'est ~~ce jour~~ celui de la parité. En ce jour du 15 janvier, journée des droits des femmes je vous annonce que ce BN de 27 personnes se compose de 18 garçons et de 9 filles. Depuis un grand nombre d'années, l'UNET a eu le souci de la parité, parfois même trop, ce serait une régression de notre part si nous en restions là. Nous devons donc passer, à ~~donc~~ ce que de les positions des AGE, des candidatures féminines remontent

Le départ d'un grand nombre de monde du BN nous pousse également à ~~refaire~~ réouvrir la discussion sur les secteurs, ~~leur~~ W et leur organisation. Les secteurs sur qui se portent la réflexion sont: ~~le secteur parisien~~

Tout d'abord le secteur parisien. Ce secteur a eu du mal à fonctionner ces derniers temps. Un pb qu'a ressenti un grand nombre de ses animateurs est celui de son utilité tel qu'il fonctionne. En effet, développer des réunions parisiennes, pour avoir en gros les mêmes débats qu'en CN, a ses limites. Ne pouvons-nous pas essayer de réorganiser ce secteur afin qu'il favorise les rencontres par académie, afin de développer des batailles sur 1 même cours, des échanges, des points d'entraide et de solidarité? De plus nous pouvons favoriser le W des AGE ~~de~~ parisiennes de l'Union Nationale en intégrant des personnes de chaque AGE à des secteurs d'activ.

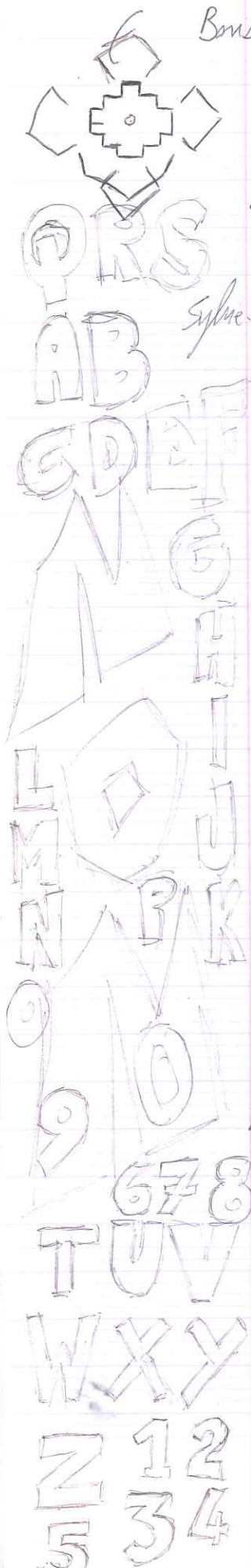
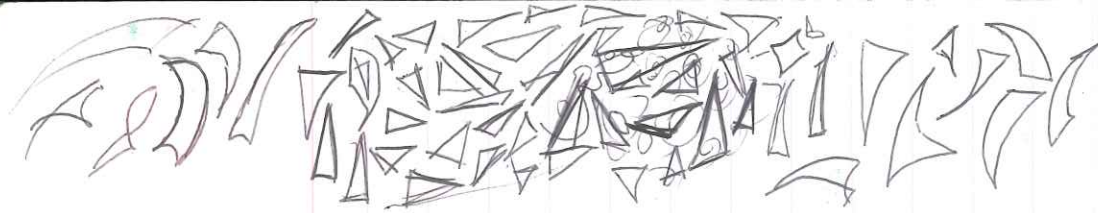
Concernant le secteur province, son rôle est de passer à tisser des liens académiques entre les AGE, à dev le W

régional, notamment dans le cadre d'U3M. Son rôle peut être de pousser à une dynamique de rassemblement par académie, à mettre en place des collectifs locaux unitaires sur les faces. La place du secteur spécifique des collectifs locaux unitaires ~~est~~ aurait donc moins d'importance.

→ Le secteur des filières, animé jusque là par Sylvie, a permis à la fois de créer une vraie dynamique sur certaines filières, notamment art et HA. Il faut maintenant l'étendre à toutes les filières, en se servant ~~de~~ notamment des adhérents de filières où nous n'avons pas forcément l'habitude d'intervenir. Je pense aux filières ~~en~~ BTS, IUT, écoles, médecine...

Quant au secteur multithème, jusque là, peu de personnes s'y sont investies, à part PH. Son départ ~~peut~~ nous inciter à réfléchir à un rôle animateur et à une démocratisation de ce secteur, afin que l'ens. des AGE puissent maîtriser les infos et s'y investir.

Enfin, je voudrais revenir sur le problème d'info, entre le secrétariat et le BN, entre le BN et le CN. Comme je le disais plus tôt, il y a besoin d'un lien permanent entre les uns et les autres (2x par semaine au téléphone, au minimum 1x par mois en déplacement). L'information passe par les compte rendus systématiques aux AGE des discussions du BN et du CN aux AGE non présentes. Nos débats, s'ils ont pour but de nous aider dans notre rôle d'animateur, doivent être aidés par les AGE à sentir les priorités de la période, les objectifs, les gestes. L'info passe ~~par~~ par l'échange d'expériences. Nous devons pousser les AGE à faire des contributions écrites, à multiplier les bulletins internes (VDA, BLE, Orga, Trésor...). Notre rôle d'animation est également de les aider à utiliser le matériel national (cartes petit, Max Campus, Collectif...) et dans les gestes d'interv. publique.



Bons Snt BAGE ou CAGE pas l'impress° d'è de I UN. Comm<sup>t</sup>  
 faire pr servir qd AGE n'existent pas. Pas de format° du BN, pas  
 d'aide de secteurs. Servis viennent que pr gdes occasions, svr  
 gdes initiatives, mais de pas le tyo de discuter sur le sol. Besoin de  
 stages de format°. Besoin de membres du BN de province

Sylve: W du BN a avance, mais liens se st peut-è distendus.

que certains secteurs soient pris en charge par d'autres pers. que des  
 membres du BN

Servis doivent aider AGE à planifier a ctat (dates pr  
 note à note en cité-U, rassemblem<sup>t</sup> au CROAS, réunions publiques,  
 liens avec autres orgas...). Moi en lien avec Servis pr aider, pôles pr secteurs

Besoin de donner info: prise de note.

Difficultés de servis, besoin de "définir liens avec AGE.  
 Qd servi a d'autres servis, du boult, des études, une vie privée...  
 besoin de s'organiser. AGE veut que servi viennent en dehors  
 des gdes ~~ré~~ initiatives, tel.



Répartit° par secteurs et pôles. Pas au hasard. Discus°  
 avec membres du BN et discus° au BN où chacun peut  
 s'exprimer à la X sur pertinence de secteurs et pôles,  
 à la X sur W de ce sectem.

~~Inter~~ Interfaces + par académicos, notam<sup>t</sup> RP. Autre  
 critères pr entrées au BN, élus (CROAS, cité-U)



# UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

Salut,

Bonne année, bonne santé...

J'espère que tu as passé de bonnes vacances, et que c'est reposé que tu entames l'année 2000, dont les premiers mois universitaires vont être chargés.

Les 3 mois qui viennent vont être placés sous le signe de la **justice sociale**. Les questions d'un véritable statut social, le lancement de mobilisations d'urgence pour débloquer des aides, la carte-pétition pour interpeller le ministère et recenser les problèmes... vont être au coeur de notre activité. Avec en perspective les **élections aux CROUS mi-mars**.

Pour discuter de tout cela, nous te proposons de nous retrouver pour un **Collectif National les samedi 29 et dimanche 30 janvier.**

Les horaires, le lieu et l'ordre du jour te parviendront à la suite du Bureau National des **14 et 15 janvier**. D'ors et déjà, tu peux préparer l'organisation d'un collectif d'AGE, afin que l'ordre du jour du CN soit discuté par l'ensemble des responsables de l'AGE.

Suite à la demande d'un certain nombre de camarades de quitter leurs responsabilités au sein du BN, nous devons également élire de nouvelles entrées au BN. Des candidatures individuelles ou collectives peuvent remonter au BN, impérativement avant le vendredi 28 janvier à 17h.

A bientôt donc!

**Silvère**  
**Secrétaire Général**

## Synthèse non exhaustive de la discussion générale du CN du 29/30 janvier

### Discussion générale :

Les débats se sont articulés autour de plusieurs thèmes (solidarité internationale, U3M, licence professionnelle, postes au CAPES, Election du CROUS, aide sociale,...) alliant débat de fond et expériences d'AGE.

### Solidarité internationale :

Le CN, sur proposition du secteur inter, adopte un communiqué de soutien aux femmes au Maroc (cf. Le communiqué).

La situation de l'Autriche et de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir ont été abordées. L'UNEF est partie prenante des manifs.

Mumia : différents collectifs existent sur les Universités. Le juge doit rendre très prochainement ses conclusions. Restons donc vigilants. Une manifestation est prévue le 11 mars à Paris.

U3M : (contact Fred. Chich pour la province Tél : 06 16 90 17 23, Camille Gontier pour la RP Tél 06 70 17 30 91)

Cécile informe le CN que le CNESER ne sera au courant des différents projets qu'au coup par coup du lundi 31 janvier à la fin avril. On ne peut donc que compter sur nous pour être informés.

Malgré de nombreuses dérives, quelques points sont à retenir comme la construction et la rénovation des locaux, ou le ¼ du budget réservé à la vie étudiante.

Il s'agit maintenant de faire un point national comme au niveau régional afin que nous puissions en faire un bilan, en tirer les points positifs comme négatifs.

Il faut interpellier les présidents d'Universités, informer les étudiants.

A partir des différents projets, il faut un matériel national qui permette aux étudiants de s'en faire une idée à la fois nationale et régionale.

Licences professionnelles : (contact Cécile Tél au BN)

Les licences pro se mettent petit à petit en place et les Universités envoient leurs copies au ministère.

De nombreuses Universités ont déjà voté les projets (Montpellier, Lille, Bordeaux, Caen,...)

Là aussi, quelques unes semblent intéressantes mais pour nombres d'entre elles il s'agirait (dans les projets) de fournir des étudiants qualifiés aux entreprises locales (Moulinex à Caen!, etc.).

Postes au CAPES : (contact Hélène 06 12 82 97 34)

Malgré le plan d'annonce contre la violence d'Allègre et les attentes des lycéens (mouvement de la rentrée) le nombre de postes au CAPES est encore en baisse (-5%). La difficulté de mobiliser les étudiants à un mois du concours a été relevée.

Aide sociale : (contact Manu Blasco 06 08 93 71 84 ou Chloé Montpellier)

Les commissions d'allocation d'étude ont eu lieu dans quasiment toutes les académies. La plus part a été transformée en bourses dans grands nombres d'académies (Lille, Caen, Créteil, etc.).

Beaucoup ont soulevé le besoin d'avoir un débat interne à propos de l'aide sociale et des différents projets. Manu, responsable du secteur, propose de s'appuyer sur le statut de l'étudiant (fait par l'UNEF) pour faire un bulletin interne en soulignant cinq points : logement, aides directes, santé/restauration, culture, citoyenneté.

D'après un sondage récent, les jeunes considèrent majoritairement l'autonomie par l'accès à un logement indépendant et en gagnant de l'argent en travaillant.

A ce jour, moins de 10% des étudiants sont logés en collectivité (Cité U, HLM), 40% en logement indépendant et 50% chez les parents.

La question du logement est une question cruciale. Le problème des Cités U a été posé à plusieurs reprises : est-ce que l'avenir du logement social étudiant correspond à 9 m2 douche/WC dans le couloir ?

Elections aux CROUS: (contact Diane au BN)

Tout le monde compte préparer les élections par le biais de débats publics. Les porte à porte en Cité U sont à démultiplier.

Plusieurs interventions sont allées dans le sens de débats publics afin de prendre en compte les revendications des étudiants et leur redonner en main les propositions porter pendant la campagne.

Le CN a pris la décision de faire des listes de rassemblements à partir des débats (cf. Le communiqué joint).

De plus, l'importance d'articuler propositions d'urgence et débat de fond a été soulevée à plusieurs reprises.

Enfin, si les élections ne sont pas une fin en soi, les élections du CROUS sont très importantes dans la mesure où il s'agit d'un scrutin national. Aussi, il est nécessaire de prévoir rapidement des interfaces afin d'assurer la réimplantation de l'UNEF dans une série d'Académies ou ville universitaire : Limoges, Pau, Poitiers, Grenoble, Strasbourg, Metz, Nancy, Reims, Mulhouse, Amiens, Brest.

Pour tenir les élections un certain nombre de campagnes sont prévues :

- 21 ou 23 mars (suivant les AGE) campagne étudiants salariés avec la CGT restauration rapide,
- 9 mars dépôt collectif des cartes pétitions au CNOUS,
- 8 mars journée mondiale de la femme, organiser des débats autour de cette question, de la santé (3 crèches seulement sur toutes les universités, 11 centres de santé universitaire, etc.).

Divers :

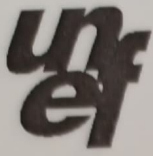
Plusieurs festivals sont en préparation (contact Guillaume 06 89 47 30 88 ou Hélène 06 12 82 97 34) :

- 17/02 à Bordeaux sur la culture,
- 16/03 à Orléans sur la liberté d'expression dans le monde,
- journée "Big One" à Evry,
- 17-19 mai festival national des Arts et de la création universitaire à Paris 8.

A Montpellier : 24/02 journée contre les discriminations, 4-5/03 festival citoyenneté autour du rassemblement du mouvement étudiant.

SOS Examen : à Montpellier les étudiants payent pour leurs exams (interrogés sur un film qu'ils ont dû payer), à Evry partiel d'info mais pas de cours, ...

Le CN a adopté un communiqué concernant la MNEF (ci-joint).



# UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

De : UNEF

A: presse

Objet: élections au crous, motion adoptée par le collectif national de  
l'UNEF le 30 janvier 2000

Paris le mardi 2 février 2000

Souvent privés du débat démocratique par le ministère, les étudiants doivent pouvoir donner leur avis, s'exprimer sur leurs attentes et construire leurs propositions pour un statut social, pour plus de justice sociale.

**C'est pourquoi, l'UNEF s'engage dans l'organisation de débats publics dans le plus d'universités et d'académies possible.**

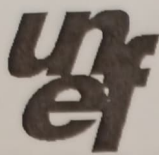
Ces rencontres seront ouvertes largement aux étudiants, qu'ils soient ou non organisés dans le tissu syndical et associatif.

**Quand 700000 étudiants sont salariés, que beaucoup vivent dans la précarité, que l'accès à la culture, au transport et à la santé se restreint, ces débats pourront faire émerger à partir des idées de chacun des actions communes, des propositions conformes aux attentes des étudiants ainsi que des listes de rassemblement .**

Il s'agit donc d'y confronter des avis et c'est en cela que l'UNEF ne met aucun préalable hormis que ces rencontres soient fermées aux idées de haine, de racisme et d'exclusion sociale.

**Engagés depuis notre dernier congrès dans un processus de rénovation du syndicalisme, il ne s'agit pas de remplacer des guerres de chapelles par des tractations de couloirs qui n'apporteraient rien de neuf à la citoyenneté étudiante.**

L'UNEF sera donc partie prenante de listes unitaires émanant d'un réel débat public associant le plus d'étudiants possible.



# UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

De : UNEF

A: presse

Objet: communiqué à propos de la MNEF voté en collectif national de l'UNEF

Paris le mardi 2 février 2000

Deux juges enquêtent actuellement sur d'éventuelle fraudes au profit de la liste "changer la MNEF" lors des élections à l'assemblée générale de la MNEF.

De telles fraudes constitueraient un danger pour la MNEF et le régime particulier de sécurité sociale des étudiants. L'UNEF, bien qu'ayant été partie prenante de la liste "changer la MNEF" parmi d'autres associations, les condamne donc vivement.

Il est essentiel que la justice fasse la lumière sur cette affaire et que, si ses soupçons s'avéraient fondés, les élections soient invalidées.

Après un longue dérive, la MNEF doit aujourd'hui renouer avec les principes mutualistes tels qu'ils sont définis par le code de la Mutualité.

Cela implique qu'elle soit rendue à ses adhérents, au moyen d'un processus démocratique qui exclue ce genre de pratiques.